

Délégation Départementale de Seine-et-Marne

Département Santé Environnement

Responsable du département :  
Madame Patricia LABAT  
Responsable de la cellule Environnement Extérieur:  
Madame Lisa SERVAIN  
Affaire suivie par :  
Madame Bernadette DUBREUIL  
Courriel : [ars-dd77-se@ars.sante.fr](mailto:ars-dd77-se@ars.sante.fr)  
Téléphone : 01 78 48 23 20

Dossier n° : 23-RIA-023

Direction Départementale des Territoires  
Service des Territoires, Aménagement et  
Connaissances  
Unité de planification territoriale SUD  
BP 596

77005 MELUN Cedex  
A l'attention de [ddt-pspt-stac@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:ddt-pspt-stac@seine-et-marne.gouv.fr)  
Lieusaint, le 16/03/2023

Vos réf. : STAC-PSPT 2023-25  
Affaire suivie par : Laurene LECUYER  
Courriel : [laurene.lecuyer@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:laurene.lecuyer@seine-et-marne.gouv.fr)

Objet : Plan local d'urbanisme (PLU) de Boissise-le-Roi – Projet « arrêté »

Par courrier électronique du 13 février 2023 vous avez sollicité ma contribution à l'avis de l'Etat sur la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Boissise-le-Roi (77), prévu par l'article L. 153.14 du Code de l'urbanisme.

Le dossier transmis comporte, entre autres, le rapport de présentation (RP) du projet faisant apparaître une analyse de l'état initial de l'environnement, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement et les plans de zonage.

## **1. Introduction - Présentation du projet**

La commune de Boissise-le-Roi s'étend sur une superficie de 712,87 hectares et comptait 3775 habitants en 2017 (progression de 2,1% sur 5 ans). Les chiffres du dernier recensement de 2019 confirment une tendance à la décroissance, une population de 3739 habitants est enregistrée soit une baisse de 37 personnes entre 2013 et 2019.

Les objectifs de production de logements qu'encadrent le SDRIF et la diversification du parc devraient permettre une reprise de cette croissance démographique, soit 1 200 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Pour ce faire deux OAP sont prévues avec l'objectif de construction de logements :

- AU1 (OAP n°1) couvrant partiellement la ZAC Orgenoy, à l'est du hameau d'Orgenoy, qui encadre un programme global de 292 logements dont 50% de logements locatifs sociaux sur environ 8,3 ha dédiés aux espaces d'habitat et 6 ha dédiés à l'accueil d'espaces verts et d'équipements communaux. La partie nord de la ZAC (près de 4,2 ha) qui accueille 100 logements et les nouveaux ateliers municipaux est quasiment achevée.

- AU2 (OAP n°2) située sur le secteur du Bois aux Bouleaux, à l'ouest du bourg de Boissise le Roi qui encadre un potentiel d'au moins 110 logements, dont 65 logements locatifs sociaux sur environ 4 ha.

L'activité agricole est importante au sein de la commune, elle s'exerce sur le plateau au sud de la RD 142.

La commune de Boissise-le-Roi était couverte par un plan d'occupation des sols (POS) (approuvé le 21 février 2001). Le 11 décembre 2014, le conseil municipal a prescrit la mise en révision totale du PLU conformément à l'article L 153 11 du Code de l'Urbanisme. Depuis le 26 mars 2017 le POS est caduc et c'est pourquoi, dans l'attente d'approbation du PLU, le règlement national d'urbanisme (RNU) rentre en vigueur.

## **2. Identification des enjeux sanitaires**

### **2-1 Environnement industriel – qualité des sols**

Le pétitionnaire a consulté les bases de données de BASOL et CASIAS (RP pages 78/79). Le PLU indique un site ou sol pollué répertorié dans la base de données BASOL. Il s'agit de la société SCI Desforges. De même, 12 sites CASIAS sont inventoriés sur la commune.

Par ailleurs, il existe deux « Secteurs d'information sur les sols (SIS) » publié par l'Etat. Les SIS recensent les terrains où la pollution avérée du sol justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et sa prise en compte dans les projets d'aménagement.

Il s'agit des établissements « Grenelle services » (DLS) et la SCI Desforges.

Le site de l'OAP n°1 est concerné par le SIS « Grenelle services » (DLS) (identifiant 77SIS10897), créé par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2021 (RP2 p14).

En effet, ces terrains abritant les anciens ateliers municipaux, étaient auparavant occupés par une blanchisserie « Grenelle services (DLS) », ils sont concernés par des problématiques de pollution des sols. Ces terrains situés dans le périmètre de la ZAC « Orgenoy », ont fait l'objet en 2019 d'études de sols complémentaires afin de déterminer les mesures nécessaires à leur dépollution en vue d'une occupation compatible avec les usages résidentiels prévus. La mise en œuvre de ces mesures de dépollution conditionne ainsi la réalisation de la tranche 1 B de la ZAC.

Le pétitionnaire précise que ce projet permet par ailleurs d'informer les aménageurs de l'existence de ces secteurs et la nécessité de mesures de gestion à mettre en œuvre (RP2 page 68).

Pour rappel, avant tout projet d'aménagement, il convient de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site conformément à la réglementation du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués. Aussi, si l'existence de terres polluées était constatée, il conviendra de mettre en œuvre des mesures de gestion adaptées (circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués).

Parmi les paramètres étudiés, l'environnement industriel et la qualité des sols représentent un enjeu fort pour la commune.

## 2-3 Risques technologiques

- Le risque industriel

Une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) statut « enregistrée » non Seveso est recensée sur la commune. Il s'agit de l'établissement « TRADIX » Hameau d'Orgenoy, rue de l'Aillon.

- Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) (RP pages 21/22)

Le finage communal est concerné par :

- Plusieurs lignes aériennes Haute tension 63 kW et 250 kW) et une ligne Très Haute Tension 400 kW) traversant la commune en son centre et au sud d'Orgenoy (RP page 80) :

- 225 kV N 1 Ciroliier-Mallecot ;
- 225 kV N 1 Chenet-Senart ;
- 400 kV N 1 et N 2 Chenoy-Ciroliiers ;
- 63 kV N 1 Pont du Mée-Villers.

Conformément à l'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité, il est recommandé que les populations sensibles les plus proches de ces lignes électriques, ne perçoivent pas plus de 1µT d'ondes électromagnétiques et soient situées à plus de 100 mètres de ces lignes.

- Des canalisations de transport de gaz et d'hydrocarbures (RP page 80) :

- Pipeline Donges Melun Metz qui traversent le bourg ;
- Canalisations de gaz Ø 250 Perthes Fontainebleau "La Glandée" à l'Est de la commune ;
- Canalisation Ø 80 antenne de Boissise « Orgenoy » (GRT Gaz).

Pour maintenir un haut degré de protection des populations, l'article L.555-16 du code de l'environnement prévoit l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) afin d'assurer la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de matières dangereuses.

- Les antennes relais

- Servitudes relatives à la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques - Centre radioélectrique de Sainte Assise ;
- Servitudes relatives aux réseaux de télécommunications téléphoniques et télégraphiques (Câble N 350/01).

Même s'il n'existe pas encore de conclusion définitive au sujet des antennes et des champs électromagnétiques, certains travaux montrent que cela influe directement sur la qualité du sommeil. Par principe de précaution, il convient de bien prendre en compte la présence de ces antennes dans les futurs aménagements.

Des cartographies localisant les TMD sont annexées au PLU.

## 2-3 Eau destinée à la consommation humaine (EDCH)

Les informations fournies par le pétitionnaire sont correctes mais nécessitent un complément d'information (RP pages 36/37/89).

La commune de Boissise-le-Roi est alimentée par une eau souterraine provenant d'un champ captant de six puits situés à Livry-sur-Seine captant la nappe des calcaires de Champigny, subissant un traitement d'élimination des pesticides.

Notamment, pour permettre de réactualiser les données du PLU, je tiens à préciser que l'eau distribuée en 2021 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles.

Le finage communal est impacté par trois anciens captages AEP abandonnés :

- Boissise le Roi 1 - BSS n° 02581X0003. Ce captage abandonné depuis 1974 (non-conformité bactériologique) n'est pas protégé par un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- Boissise le Roi 2 « Orgenoy » - BSS n° 02585X0009. Ce captage abandonné depuis 1985 (non-conformité en NO3 et pesticides) n'est pas protégé par une DUP ;
- Boissise le Roi 3 « Des Buttes » – BSS n° 02581X0063. Ce captage abandonné en 2004 (non-conformité en NO3 et pesticides) est protégé par un arrêté de DUP n° 76/DDA/AE/43 en date du 23 septembre 1976 non abrogé. Les prescriptions de cet arrêté restent donc en vigueur.

Les services de l'ARS n'ont pas connaissance de leur comblement. Il convient en effet de prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter tout risque de pollution des sols, des eaux superficielles et souterraines. Afin d'éviter toute contamination de la nappe, ces puits devront être rebouchés dans les règles de l'art (norme NF X 10-1999, arrêté du 11 septembre 2003, guide d'application de l'arrêté établi par le BRGM).

De même, la commune sera concernée par les périmètres de protection de la prise d'eau de Boissise la Bertrand dont la DUP est en cours d'instruction.

Par ailleurs, mes services signalent la présence d'un puits privé autorisé au niveau de la clinique des 3 soleils.

La commune n'est pas traversée par un aqueduc.

Selon le pétitionnaire, le projet est de nature à augmenter les besoins prévisibles en matière de consommation d'eau potable et d'assainissement. Les travaux d'adaptation programmés par la CAMVS permettent de les anticiper pour permettre l'adaptation programmée des réseaux aux besoins futurs (RP2 page 71).

Parmi les paramètres étudiés, la protection de la ressource en eau apparaît comme un enjeu fort pour le territoire communal. Au regard de la présence de plusieurs captages et de périmètres associés cet enjeu de la protection de la ressource en eau est bien pris en compte par le PLU (RP page 21).

## 2-4 Qualité de l'air et énergies renouvelables

Un bilan relatif à la qualité de l'air est présenté (RP 82/83).

Un bilan des émissions annuelles permet d'évaluer la contribution par secteur d'activités aux émissions de polluants aux différentes échelles territoriales.

Les principales sources de pollution ou d'altération de la qualité de l'air sur la commune est le secteur résidentiel qui constitue la principale source d'émission de gaz à effet de serre (GES), suivi par le trafic routier puis le secteur tertiaire. A contrario, au niveau de la communauté d'agglomération c'est le trafic routier qui constitue le premier facteur d'émission de GES.



La commune est située dans la « Zone sensible » pour la qualité de l'air définie dans le Plan de protection de l'atmosphère (PPA) d'Ile-de-France.

Néanmoins, l'augmentation prévisible des circulations automobiles liée à l'augmentation de la population engendrera une augmentation des sources de pollution de l'air. Selon le pétitionnaire, ces apports ne remettront toutefois pas en cause les moyennes de la qualité de l'air sur le secteur (RP2 page 68).

Afin de limiter le taux de motorisation des ménages, le PLU encourage le recours aux mobilités actives au sein de la commune en densifiant le maillage de liaisons douces inter quartiers, vers les équipements, les transports en commun, et les activités, en connexion avec les parcours intercommunaux. Des mesures incitatives à la réduction de l'usage de la voiture particulière, à l'encouragement de l'usage des véhicules électriques, au covoiturage sont également pensées.

De même, l'accroissement du parc de logements est susceptible d'entraîner une hausse de la consommation d'énergie et de contribution à une dégradation de la qualité de l'air. Le PADD incite à la mise en place des moyens pour la réduction de la consommation énergétique des (RP2 page 69).

Pour rappel, les nouvelles constructions devront respecter les nouvelles dispositions en matière énergétique (RE2020) afin d'offrir des logements plus performants et moins consommateurs en énergie.

De plus, un bilan de la production d'énergies locales par source et par type d'énergie à l'échelle de la communauté d'agglomération est également présenté. La principale source de production de chaleur est la géothermie qui représente 99,7% de la production le reste s'appuyant sur la biomasse. La production d'électricité repose quant à elle majoritairement sur le traitement des déchets ménagers 79,6% de la production.

Parmi les paramètres étudiés, la qualité de l'air représente un enjeu fort pour la commune. Le PLU a bien pris en compte l'impact du projet sur la qualité de l'air. Par contre, le pétitionnaire devra tenir compte de l'évolution démographique et les nouvelles activités prévues à l'horizon 2030.

## 2-5 Nuisances sonores et trafic routier

Un bilan complet sur l'environnement sonore est apprécié (RP pages 80/81). Plusieurs cartographies sont également jointes au PLU en appui.

La commune, étant très exposée aux bruits routier et ferroviaire, fait l'objet d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) établissant des actions à mener afin de lutter contre la pollution sonore.

Le pétitionnaire a identifié une infrastructure concernée par l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 1 CV 102 en date du 19 mai 1999, portant classement des infrastructures de transports terrestres, et prescrivant l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit (RP pages 80/81). Il s'agit de la :

- RD 607 classée en catégorie 3 ;
- RD 142 classée en catégorie 3 ou 4 selon le tronçon ;
- la ligne RER D classée en catégorie 2.

Selon le pétitionnaire, aucun secteur ouvert à l'urbanisation n'est concerné par un secteur affecté par le bruit (RP2 page 71). Le projet n'est pas susceptible d'entraîner une hausse des niveaux de bruits actuels à l'intérieur des zones résidentielles. Les constructions seront assujetties au respect de la réglementation en vigueur eu égard à l'exposition aux bruits routiers et ferroviaires (RP2 page 101).

Parmi les paramètres étudiés, les nuisances sonores apparaissent comme un enjeu fort pour la commune.

## 2.6 Adaptation au changement climatique et lien social

### **a) Espèces envahissantes**

La lutte contre *Aedes albopictus*, appelé communément « moustique tigre » fait partie intégrante de la lutte antivectorielle. Originaire d'Asie, il est le vecteur de maladies telles que la dengue, le chikungunya ou le zika. En métropole, ce moustique s'est développé de manière significative, en 2021 plus de la moitié des départements sont colonisés dont tous les départements d'Ile de France. Le moustique tigre est essentiellement urbain.

La lutte contre la prolifération de ce vecteur et le risque d'apparition de pathologies autochtones constitue un véritable enjeu de santé publique à prendre en compte dans l'aménagement du territoire.

La ponte des œufs et le développement des larves de moustiques ont lieu dans des zones d'eau stagnante peu profonde. La construction de nouveaux bâtiments avec des toits terrasse et/ou l'aménagement de toitures et/ou des noues végétalisées peuvent potentiellement être propices au développement de gîtes larvaires.

### **b) Espèces allergènes**

L'implantation de l'ambrosie, plante fortement allergène, en Ile-de-France est encore limitée, mais sa présence est documentée dans l'ensemble des départements (13 foyers actifs identifiés en 2022), elle est plus marquée au sud de l'Essonne.

Elle peut être favorisée lors des chantiers, en raison de sa capacité à coloniser les terrains mis à nu. En 2020, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a estimé qu'entre 1 et 3,5 millions de personnes seraient allergiques aux pollens d'ambrosie en France, pour un coût de prise en charge médicale d'au moins 59 millions d'euros par an.

A cet effet, un arrêté préfectoral en date du 18 mars 2022 prescrit la destruction obligatoire de l'ambrosie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia*), de l'ambrosie à épis lisses (*Ambrosia psilostachya*) et de l'ambrosie trifide (*Ambrosia trifida*).

Les grands principes de lutte contre l'ambrosie sont disponibles sur le site du ministère des solidarités et de la santé <https://ambrosie-risque.info>

L'ARS demande qu'une attention particulière soit portée à la présence d'espèces végétales allergisantes et aux niveaux de pollens présents dans l'air ambiant. En effet, bien que la végétalisation ait un impact positif sur de nombreux déterminants de la santé (qualité de l'air, de l'eau, des sols, réduction des îlots de chaleur urbains...), le choix des essences doit cependant être pensé au regard des problématiques d'allergie (guide d'information sur <https://www.pollens.fr/>). Il est à ce titre rappelé l'effet potentialisant des particules et des pollens : les particules favorisent l'irritation des voies aériennes respiratoires, les rendant alors plus sensibles à l'augmentation du nombre d'allergènes émis par les pollens.

### **3. Conclusion**

Le projet de PLU de la commune de Boissise-le-Roi aborde l'état initial des milieux environnementaux. Certains enjeux sanitaires ont été identifiés et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des conséquences de l'application du PLU sont proposées.

Le volet sanitaire mériterait d'être plus approfondi dans le rapport de présentation. En effet, certains éléments supplémentaires en matière de gestion des nuisances pourraient également apparaître dans le rapport de présentation afin de mieux informer la population ainsi que les aménageurs ayant des projets au sein de la commune.

De même, concernant la croissance démographique attendue à l'horizon 2030 et le projet de développement économique de la commune, le pétitionnaire devra rester vigilant à l'impact du PLU sur la santé de ses administrés, notamment en ce qui concerne le trafic routier, l'ambiance sonore et la qualité de l'air.

Le pétitionnaire devra tenir compte des observations formulées précédemment notamment concernant les captages abandonnés à reboucher et l'OAP n°1 concernée par le SIS « Grenelle services » (DLS).

P/La Directrice Générale de l'ARS  
Ile-de-France  
P/La Directrice de la délégation  
départementale de Seine-et-Marne

**Ingénieur d'études sanitaires**



**Lisa SERVAIN**